



Organisme Coordonnateur du Groupement de Commandes :

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
DES PYRENEES-ATLANTIQUES**

Groupement de commandes pour des prestations de refonte,  
hébergement et maintenance de l'application TIPI

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(CCAP)**

**NUMERO DE L'ACCORD-CADRE : 2/2025**

**DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : MERCREDI 2 JUILLET 2025 A 17 HEURES**

## Table des matières

Organisation du groupement .....	4
Article 1 - Objet de l'accord-cadre .....	4
Article 2 - Décomposition de l'accord-cadre .....	5
Article 2.1 – Allotissement.....	5
Article 2.2 – Forme de l'accord-cadre .....	5
Article 2.3 – Prestations forfaitaire .....	5
Article 2.4 – Prestations hors-forfait : Demande de devis et émission des bons de commande....	5
Article 2.4.1 – Demande de devis .....	6
Article 2.4.2 - Emission des bons de commande.....	6
Article 3 – Généralités .....	7
Article 3.1 – Pièces contractuelles .....	7
Article 3.2 – Protection de la main d'œuvre .....	7
Article 3.3 – Assurances.....	8
Article 3.4 – Autres obligations.....	8
Article 3.4.1 – Obligations relatives à la sous-traitance.....	8
Article 4 – Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution des prestations .....	9
Article 4.1 – Durée de l'accord-cadre .....	9
Article 4.2 – Exécution complémentaire .....	10
Article 4.2.1 – Modification de l'accord-cadre et <b>clause de réexamen</b> .....	10
Article 4.2.2 – Réalisation de prestations similaires.....	10
Article 5 – Prix et règlement .....	11
Article 5.1 – Contenu des prix .....	11
Article 5.2 – Prestation supplémentaire éventuelle .....	11
Article 5.3 – Variantes .....	12
Article 5.4 – Variation des prix .....	12
5.4.1 Révision des prix.....	12
Article 5.4.2 Disparition d'un indice.....	13
Article 5.4.3 – Clause de sauvegarde.....	13
Article 5.4.4 – Clause butoir.....	13
Article 5.5 – Modalités de règlement.....	13
Article 5.5.1 – Régime des paiements, avances et acomptes .....	13
Article 5.5.2 – TVA.....	14
Article 5.5.3 – Présentation des demandes de paiement .....	14
Article 5.5.4 – Répartition des paiements .....	15
Article 5.5.5 – Délais de paiement et intérêts moratoires .....	15

Article 6 – Conditions d’exécution des prestations et pénalités.....	16
Article 6.1 – Conditions d’exécution des prestations.....	16
Article 6.2 – Propriété intellectuelle.....	16
Article 6.3 – Pénalités .....	17
Article 6.3.1 – Application de la pénalité pour retard .....	17
Article 6.3.2 – Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles du CCTP, CCAP ou au Cadre de Réponse Technique .....	18
Article 6.3.3 – Pénalités relatives au travail dissimulé .....	18
Article 6.3.4 – Application des pénalités .....	18
Article 7 – Méthodologie et livrables, verification, admissions et garantie.....	19
7.1 Méthodologie et livrables .....	19
7.2 Garantie des développements .....	20
Article 8 – Dispositions diverses .....	20
Article 9 – Résiliation.....	21
Article 10 – Instance chargée de la procédure de recours auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l’introduction des recours.....	21
Article 10.1 Règlement amiable.....	22
Article 10.2 Arbitrage .....	22
Article 10.3 Compétence de juridiction.....	22
Article 11 – Dérogations aux documents généraux .....	22

## **PREAMBULE :**

**Les candidats sont invités à prendre une exacte connaissance du présent document et des conditions d'exécution de l'accord-cadre.**

**A ce titre, toutes les prestations exigées dans le présent accord-cadre seront dues et le titulaire ne pourra arguer de la méconnaissance des éléments demandés.**

## **Organisation du groupement**

Les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques ont, en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale, constitué un groupement de commandes afin d'aboutir à une procédure unique sous la conduite d'un « coordonnateur » pour le compte des « membres du groupement ».

Le coordonnateur du groupement a notamment en charge :

- L'organisation de la procédure de consultation concernant le présent accord-cadre jusqu'à la désignation du titulaire
- La signature et la notification de l'accord-cadre
- La transmission au prestataire du montant de la participation financière de chaque membre du groupement (la quote part financière de chaque organisme sera modifiée à chaque nouvelle adhésion au groupement pour les prestations forfaitaires du marché)
- Le cas échéant, la notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre.

Les membres du groupement ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- L'exécution (participation au groupe projet) et le contrôle de l'accord-cadre
- Le règlement des prestations.

Les parties contractantes sont :

Dans un premier temps, les organismes membres du groupement de commandes sont :

- La Caisse d'Allocations Familiales du Var située : TSA 51369 - 83056 Toulon Cedex et représentée par son Directeur M. J. ORLANDINI
- La Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques située : 10 avenue Maréchal Foch, 64100 Bayonne, et représentée par son Directeur. M. J. ROTETA.

Dans un second temps, en cours d'exécution du marché, d'autres organismes peuvent adhérer au groupement. La quote part financière de chaque organisme sera modifiée pour les prestations forfaitaires à chaque nouvelle adhésion au groupement.

D'autre part, le titulaire qui conclut l'accord-cadre avec les organismes.

## **Article 1 - Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre de services a pour objet la refonte, l'hébergement et la maintenance de l'application TIPI.

## Article 2 - Décomposition de l'accord-cadre

### Article 2.1 – Allotissement

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Un allotissement aurait pour conséquence de rendre techniquement impossible l'exécution des prestations.

### Article 2.2 – Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de services, passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 applicable aux organismes privés de Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Les prestations donnent lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono-attributaire sans marché subséquent, sans minimum et avec un maximum de 142 999 € HT (seuil de procédure formalisée) reconduction comprise, exprimé en euros en application des articles R2162-1 et suivants, R2162-13 et R.2162-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Dans l'hypothèse où le montant maximum est atteint, l'accord-cadre prendra fin de plein droit.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, et est composé d'une partie à prix forfaitaire et d'une partie hors-forfait à bon de commande (maintenance évolutive).

### Article 2.3 – Prestations forfaitaire

La part forfaitaire correspond à l'ensemble des prestations décrites au CCTP concernant l'hébergement et la maintenance préventive et corrective.

Ces prestations forfaitaires feront l'objet d'un bon de commande, qui sera adressé au titulaire après la notification d'attribution de l'accord-cadre.

### Article 2.4 – Prestations hors-forfait : Demande de devis et émission des bons de commande

La part hors-forfait correspond à l'ensemble des prestations décrites au CCTP concernant la maintenance évolutive de l'application mobile (cf Bordereau des prix unitaires).

#### Article 2.4.1 – Demande de devis

Pour les prestations hors-forfait des bons de commande seront émis en fonction des besoins durant toute l'exécution de l'accord-cadre à partir d'un devis descriptif proposé par le titulaire en considérant que ce prix fait exclusivement référence au bordereau de prix unitaire.

À compter de la réception d'une demande de devis de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques, le titulaire dispose **d'un délai maximum de 48 heures** pour transmettre un devis.

#### Article 2.4.2 - Emission des bons de commande

L'exécution de la prestation débutera à la date fixée par le bon de commande adressé par voie dématérialisée. À compter de la réception du bon de commande, le titulaire dispose **d'un délai maximum de 30 jours ouvrables** pour effectuer la prestation commandée.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Une prestation effectuée sans bon de commande ne donnera pas lieu à paiement.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins, au moyen de bons de commande qui comporteront :

- Nom et adresse du titulaire
- Numéro de l'accord-cadre
- Numéro et date du bon de commande
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation
- Désignation des prestations
- Délai maximum de livraison le cas échéant
- Montant total hors taxes de la commande
- Taux et montant de la TVA
- Montant total TTC

## Article 3 – Généralités

### Article 3.1 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est composé des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau de Prix unitaires (BPU)
- Les avenants éventuels
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'offre technique du titulaire (Cadre de Réponse Technique)
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification de l'accord-cadre

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-TIC » dans la suite de ce présent document
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

En dehors du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ce sont les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics des Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 qui s'appliquent.

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter la réglementation en vigueur tout au long de l'exécution de l'accord-cadre

**En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.**

### Article 3.2 – Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution d'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Atlantiques.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### Article 3.3 – Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques, et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9.1 du CCAG-TIC.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande conformément à l'alinéa 2 de l'article 9.2 du CCAG-TIC.

### Article 3.4 – Autres obligations

#### Article 3.4.1 – Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de l'accord-cadre après acceptation du sous-traitant par les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques.



L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'accord-cadre selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Le titulaire remet à la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 du code de la commande publique

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail

Le paiement direct au sous-traitant est obligatoire, si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues à l'accord-cadre et du respect de toutes les autres obligations de l'accord-cadre. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire conformément à l'article 50.1 du CCAG-TIC.

## Article 4 – Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution des prestations

### Article 4.1 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prendra effet à compter du 1er août 2025, pour une période d'un an, reconductible tacitement 2 fois pour une durée d'un an, sauf décision contraire prise par les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques au moins deux mois avant l'échéance de l'année en cours. Cette décision de non reconduction sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-reconduction, les prestations devront être exécutées jusqu'au terme de l'année en cours.

## Article 4.2 – Exécution complémentaire

### Article 4.2.1 – Modification de l'accord-cadre et **clause de réexamen**

L'accord-cadre peut être modifié selon les cas visés aux articles R2194-1 à R2194-9 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

Conformément à l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, il est prévu la modification contractuelle suivante : un organisme peut en cours d'exécution du marché rejoindre le groupement de commandes et devenir partie au présent marché. L'organisme devra formuler une demande écrite auprès des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques. L'adhésion de l'organisme devra être validée par les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques. Une modification de la convention de groupement de commandes et un avenant au marché seront rédigés. L'adhésion se fera aux conditions économiques et techniques du marché prévues au DCE et à l'offre du titulaire sans que ce dernier ne se prévale d'une augmentation tarifaire.

Ce dernier sera informé de l'adhésion de l'organisme lors de la transmission de l'avenant au marché.

L'adhésion de nouveaux organismes sera ponctuelle et le Pouvoir Adjudicateur veillera à ce que ces modifications n'entraînent pas un bouleversement de l'économie du contrat.

Les organismes rejoignant le marché deviennent membres du groupement de commandes.

Les membres du groupement se répartissent à parts égales les prestations forfaitaires (maintenances corrective, préventive et hébergement). Le titulaire devra prendre en compte la nouvelle adhésion et mettre à jour la facturation mensuelle des prestations forfaitaires pour chaque organisme en réajustant la participation financière de chacun.

Concernant la maintenance évolutive, elle est définie collégialement par les membres du groupement et sur les propositions du Groupe projet. Les membres se répartissent à parts égales ces prestations de maintenance évolutive.

En revanche, tout nouvel adhérent au groupement de commande devra s'acquitter individuellement des frais de mise en service, afin de bénéficier de l'application pour son territoire. C'est la seule maintenance évolutive facturée individuellement aux conditions économiques du marché.

### Article 4.2.2 – Réalisation de prestations similaires

Des marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement en application et conformément à l'article R2122-7 du Décret 2018-1075 du 03 décembre 2018.

## Article 5 – Prix et règlement

### Article 5.1 – Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix mixte.

La part forfaitaire concerne **les prestations de maintenance préventive / corrective qui sont traitées à prix global et forfaitaire ainsi que la prestation d'hébergement**, par application des prix fixés dans la DPGF du titulaire

La part hors-forfait concerne **les prestations de maintenance évolutive de l'application mobile qui sont traitées à prix unitaire**, par application des prix fixés dans le Bordereau de Prix unitaires du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents en application de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire dans leur totalité.

Les prix sont établis en euros hors taxes. Le taux de la TVA est celui applicable au moment de l'émission du bon de commande.

### Article 5.2 – Prestations supplémentaires éventuelles facultatives

**PSE 1 facultative : Journal d'historique conservant les pop-ups passés, leurs statuts et performances.**

**PSE 2 facultative : Message aux administrateurs**

**PSE 3 facultative : Bannière**

**PSE 4 facultative : Prévisualisation du média**

**PSE 5 facultative : Planification conditionnelle des notifications**

**PSE 6 facultative : Prévisualisation des notifications**

**PSE 7 facultative : Planification conditionnelle des pop-up**

**PSE 8 facultative : Prévisualisation des pop-up**

**PSE 9 facultative : Pop-ups : Journal d'historique**

## Article 5.3 – Variantes

**Les variantes ne sont pas autorisées.**

## Article 5.4 – Variation des prix

### 5.4.1 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs, réputés fermes et non révisables pour les prestations d'hébergement et maintenance évolutive.

Pour les prestations de maintenance préventive et corrective, le prix est ferme pour la première année d'exécution des prestations qui débute à compter de la fin de l'année de garantie, puis révisable par la suite dans les conditions ci-dessous. Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois de l'accord-cadre sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (S / S_o))$$

**P = prix révisé**

**P<sub>o</sub> = prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (mois qui précède celui de la date de remise des offres)**

**S = dernière valeur connue de l'indice Syntec à la date de la demande de révision**

**S<sub>o</sub> = Valeur de l'indice Syntec du mois zéro (mois qui précède celui de la date de remise des offres)**

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire adresse sa demande de révision de prix à la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques sous forme écrite.

La demande devra indiquer le prix initial, la formule de révision avec les indices ainsi que le nouveau prix révisé.

Sans réponse de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de révision de prix, celle-ci est considérée comme acceptée.

Si le titulaire n'a pas fourni de nouveau prix dans les délais, les prix antérieurs continueront à être appliqués pendant la nouvelle période à venir.

#### Article 5.4.2 Disparition d'un indice

En cas de disparition de l'indice utilisé, le nouvel indice de substitution préconisé par le titulaire sera applicable après établissement d'un avenant. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, le remplacement de l'indice sera effectué par modification de l'accord-cadre, le choix du nouvel indice incombant à la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques.

#### Article 5.4.3 – Clause de sauvegarde

Dans le cas où la nouvelle tarification conduirait à une augmentation supérieure à 2 % (calculée sur le HT) du prix initial, la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques se réserve la possibilité de ne pas accepter le nouveau prix révisé et de ne pas donner suite à l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité et sans qu'il puisse lever la moindre contestation.

#### Article 5.4.4 – Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement sera limitée à une augmentation de 2 % maximum l'an du prix initial.

### Article 5.5 – Modalités de règlement

#### Article 5.5.1 – Régime des paiements, avances et acomptes

##### Avance :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le titulaire de l'accord-cadre peut recevoir une avance **dès lors que le prix de l'accord-cadre est supérieur à 50.000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.**

Le régime de l'avance plus particulièrement dans le cadre des accords-cadres à bons de commande est régi par les articles R2191-16 à R2191-19.

Conformément à l'article R2191-16 du code la commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum (cas d'espèce), l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique et édictées ci - avant.

L'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-TIC s'applique dans le cas où le titulaire souhaite obtenir une avance par les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 sera fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance sera fixé à 5 %.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-19 du Code de la Commande Publique.

Acomptes : Maintenance :

La maintenance ne comprend pas d'acompte **et donne lieu à des règlements mensuels à terme échu.**

#### Article 5.5.2 – TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### Article 5.5.3 – Présentation des demandes de paiement

Le présent accord-cadre étant à l'initiative d'un groupement de commandes composé des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées Atlantiques, le titulaire devra émettre à chaque demande de paiement des prestations réalisées (hébergement, maintenances préventive, curative et évolutive), une facture distincte pour les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées Atlantiques à parts égales. Puis à chaque nouvelle adhésion au groupement, une nouvelle facturation sera émise par le prestataire au prorata du nombre de membres au groupement, conformément à la clause de réexamen de l'article 4.2.1 du présent document. Toutefois, tout nouvel adhérent au groupement de commande devra s'acquitter individuellement des frais de mise en service, afin de bénéficier de l'application pour son territoire. Cela sera la seule maintenance évolutive facturée individuellement, aux conditions économiques du marché.

Le paiement est effectué :

- **Mensuellement après constatation du service fait à terme échu, pour les prestations de maintenance**
- **Mensuellement après constatation du service fait à terme échu, pour les prestations d'hébergement**

Les factures seront exprimées en unité : Euro.

Les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques déduiront, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 6.3 du présent CCAP.

Le montant des avances et du solde est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre ainsi que le cas échéant le numéro du bon de commande
- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Les prestations exécutées, la date d'exécution
- Le montant HT des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant
- Le montant total des prestations

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC

Il pourra également être demandé de joindre à la facture tout fichier utile et nécessaire à la vérification de la bonne exécution des prestations.

En application du décret n° 2016-1478 paru le 2 novembre 2016, relatif au développement de la facturation électronique, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Si une facture était transmise en dehors de ce portail, celle-ci serait rejetée après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

<https://facture-chorus.fr/>

Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Var : NOM : CAF DU VAR  
N° SIRET : 783 169 196 000210

Pour la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques :  
NOM : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-ATLANTIQUES SIRET : 83135826200010

#### Article 5.5.4 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

#### Article 5.5.5 – Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par l'organisme, et après admission des prestations, en application de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit, en application de l'article D.2192-35 du décret du 3 décembre 2018.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## Article 6 – Conditions d'exécution des prestations et pénalités

### Article 6.1 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées conformément à l'offre du titulaire et au CCTP.

### Article 6.2 – Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-TIC, les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques bénéficient de l'exclusivité de réutilisation des résultats, y compris commercialement.

**La propriété intellectuelle est partagée entre la Caisse d'Allocations Familiales du Var et la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques.**

Par dérogation à l'article 46.3.1, les résultats créés dans le cadre de l'accord-cadre sont cédés exclusivement au profit des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques.

Certaines composantes du livrable sont confidentielles.

#### Régime des résultats

Le titulaire accorde aux Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre, conformément à l'article 46.1.1 du CCAG-TIC.

Il est précisé que les droits cédés comprennent notamment, et conformément aux dispositions de l'article 46.2.1 du CCAG-TIC :

- Le droit de reproduction : le droit de reproduire ou faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier (brochures, plaquettes, affiches, affichettes, publi-rédactionnels dans la presse), dans lequel les réalisations du titulaire seraient directement impliquées, optique, numérique, magnétique, électronique, notamment DVD, cédérom, vidéogramme par scannage, par téléchargement, par tous moyens de reprographie
- Le droit d'adaptation : le droit d'adapter, numériser, retoucher, détourer, assembler tout ou partie des résultats, dissocier les éléments, les intégrer dans d'autres œuvres, notamment journaux et publications, créations multimédia, bases de données électroniques ou non, le droit de traduire en toute langue les éléments de textes associés, ainsi que le droit de reproduire, représenter et distribuer les résultats ainsi modifiées, adaptées et dérivées, dans les conditions du présent article



- Le droit de représentation : le droit de représenter, diffuser ou faire diffuser les résultats par tous moyens de communication connus ou inconnus à ce jour, notamment électronique, par télétransmission, par voie hertzienne, par tout réseau de télécommunications, réseau on-line, Internet, Intranet, WAP, télévision interactive, y compris la retransmission par satellite et par câble
- Le droit d'usage à titre personnel des résultats, notamment dans le cadre de l'illustration ou de la promotion de ses publications ou de ses activités et notamment sur son application mobile

La présente cession est consentie aux Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques à titre exclusif, en tant que les résultats doivent permettre de distinguer l'identité propre des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits, et en tant que les résultats ont pour objet de promouvoir les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées Atlantiques, leurs produits et services et plus généralement leurs missions de service public.

Aux fins de satisfaire au droit moral de l'auteur sur ses œuvres, les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques s'engagent à faire figurer, par tous moyens à leur convenance, la mention du nom de l'auteur des résultats.

Les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques sont habilitées à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui leur sont cédés.

#### Garanties des droits

Conformément aux dispositions de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC, et selon les modalités qu'elles définissent, le titulaire garantit aux Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes de l'accord-cadre.

### Article 6.3 – Pénalités

**Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les pénalités suivantes sont cumulables et seront appliquées sans mise en demeure, et ce par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC.**

**Les pénalités sont appliquées sur les montants totaux hors-taxe de la facture du mois correspondant couvrant l'hébergement et la maintenance.**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités pour retard ne sera pas plafonné.

#### Article 6.3.1 – Application de la pénalité pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées selon les modalités suivantes :

- Pénalités applicables à toutes les prestations de maintenance : le non-respect des délais mentionnés à l'article 7.1 du présent document impliquera une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard

#### Article 6.3.2 – Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles du CCTP, CCAP ou au Cadre de Réponse Technique

Type de manquement	Montant de la pénalité
Penalité pour non respect d'une disposition du CCTP, constaté CCAP et/ou des engagements pris par le titulaire dans son cadre de réponse technique	150 euros/manquement
Au bout du 3ème manquement constaté sur une année constaté	250 euros/manquement

#### Article 6.3.3 – Pénalités relatives au travail dissimulé

Si le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il s'expose à des pénalités journalières de 1/500 du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre ou de la tranche considérée dans les conditions et limites prévues par l'article L8222-6 du code du travail (dans sa rédaction issue de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011).

#### Article 6.3.4 – Application des pénalités

Lorsque la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques (pour la maintenance preventive et corrective et l'ensemble des membres du groupement) ou un membre du groupement (pour la maintenance évolutive) envisagent d'appliquer des pénalités, la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Le titulaire est tenu d'apporter des justifications aux difficultés constatées.

Les pénalités font l'objet d'une réfaction de plein droit appliquée par la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques sur la facture intervenant après la notification.

Dans l'hypothèse où le titulaire a connaissance d'une difficulté survenue dans la réalisation de la prestation, il s'engage à en faire part immédiatement à la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques, et à prendre les mesures nécessaires pour en limiter les impacts. Dans ce dernier cas, la pénalité pourra être réduite de moitié sur la facture correspondante.

## Article 7 – Méthodologie et livrables, vérification, admissions et garantie

### 7.1 Méthodologie et livrables

#### **Pour la maintenance préventive :**

Le Titulaire informe le Groupe projet de ses interventions préventives sur les univers de pré-production et de production, ainsi que sur les services tiers, **dans un délai minimum de 8 jours avant intervention**. Il réalise une recette interne et fournit son compte-rendu au Groupe projet. Si une recette client est nécessaire, il fournit un cahier de test au Groupe projet.

#### **Pour la maintenance corrective :**

Le titulaire mettra à la disposition de l'acheteur un guichet unique (une plateforme de gestion des incidents et évolutions) afin de simplifier les échanges et les traitements des éventuels dysfonctionnements.

En cas de dysfonctionnement repéré par le titulaire ou le Groupe projet, une information sera déposée sur la plateforme de gestion des incidents.

Les délais d'intervention du titulaire sont les suivants :

- **anomalie « non bloquante » : le titulaire dispose d'un délai maximum de 4 jours ouvrables** avant de communiquer la correction des anomalies sous forme d'un document de déploiement accompagné par des scripts ou éléments techniques
- **anomalie « bloquante » : le titulaire s'engage à rétablir le service dans un délai de 8 heures ouvrées**. Il dispose au maximum de 48 heures avant de communiquer la correction des anomalies sous forme d'un document de déploiement accompagné par des scripts ou éléments techniques.

L'identification de la nature de l'anomalie se fait après contact téléphonique (confirmé par email), par email ou via la plateforme de gestion des incidents entre les chefs de projet de la Caisse d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques et le chef de projet du titulaire. Il appartient au Groupe projet seul de classer l'anomalie en bloquante ou non bloquante.

#### **Pour la maintenance évolutive :**

Le Groupe projet informe le titulaire d'un souhait d'évolution par contact téléphonique (confirmé par email), par email ou via la plateforme de gestion des incidents et évolution, de son besoin. Le titulaire émet un premier chiffrage. Le cas échéant, un document de spécifications fonctionnelles

vient préciser le chiffrage.

Le besoin est ensuite confirmé par l'émission d'un bon de commande (auquel est joint le document des spécifications fonctionnelles validé, le cas échéant), réalisé par le Coordonnateur du marché.

Le Titulaire s'engage alors à honorer la commande dans **un délai de 30 jours ouvrables**. Il informe le Groupe projet du planning de réalisation et de mise en ordre de marche.

Préalablement à la livraison, le titulaire procède à une recette interne de ces évolutions et fournit un compte-rendu de cette recette interne et le cahier de tests correspondant. Si une recette client est nécessaire, il fournit un cahier de test au Groupe projet.

Le Titulaire informe également le Groupe projet de la date prévue de livraison sur l'univers de production, dans un délai minimal de 8 jours avant mise en production.

Le cahier général des spécifications fonctionnelles, qui décrit le fonctionnement de l'application Tipi dans son ensemble est modifié après chaque livraison d'évolution par le Titulaire.

## 7.2 Garantie des développements

Toute intervention effectuée par le Titulaire sur l'application ou l'environnement de préproduction, qu'elle soit de maintenance préventive, corrective ou évolutive, est couverte par **une garantie de trois (3) mois**. Cette garantie prend effet à compter de la validation de la recette des interventions par le Groupe Projet (validation des développements une fois déployés en production).

Le périmètre de la garantie inclut :

- **Dysfonctionnements liés à l'évolution elle-même** : tout problème ou défaut directement associé à l'intervention réalisée.
- **Effets de bord** : tous les impacts ou anomalies secondaires causés par l'évolution.

## Article 8 – Dispositions diverses

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le titulaire doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les Caisse d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques se réservent la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés au cours de l'exécution de l'accord-cadre. En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé. Dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer l'intervenant dans les meilleurs délais.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, **le délai de remplacement est de 7 jours ouvrés, à compter de la constatation de l'insuffisance.**

Le titulaire doit assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations de l'accord-cadre, le titulaire en avise sans délai les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références à la Caisse d'Allocations Familiales du Var et Pyrénées Atlantiques. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire. La Caisse d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques se réservent la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation à l'accord-cadre devra faire l'objet d'un accord préalable des Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et du calendrier.

## Article 9 – Résiliation

En ce qui concerne la résiliation, il est fait application des dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC.

En application de l'article 47 du CCAG-TIC, la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques peut résilier l'accord-cadre pour tout motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 47 et 51 du CCAG-TIC, lorsque la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation, ni à aucune autre compensation financière.

Outre les clauses de résiliation de plein droit prévues au CCAG-TIC, les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques se réservent la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnités en cas de manquements répétés dans l'exécution des prestations et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, après avoir invité le titulaire de l'accord-cadre à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Conformément aux dispositions prévues par l'article 54 du CCAG-TIC, les Caisse d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques se réservent la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

## Article 10 – Instance chargée de la procédure de recours auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

### Article 10.1 Règlement amiable

Le titulaire, les Caisses d'Allocations Familiales du Var et des Pyrénées-Atlantiques s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

### Article 10.2 Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018, en cas de litige survenant dans l'exécution du présent accord-cadre, les parties se rapprochent afin de désigner un arbitre conformément aux dispositions du livre IV du code de procédure civile, afin de trouver une solution amiable au litige.

### Article 10.3 Compétence de juridiction

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Atlantiques :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux – 30 rue des frères Bonie CS 11403 33077 Bordeaux Téléphone : 05 47 33 90 00

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé pré-contractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente consultation dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile.

### Article 11 – Dérogations aux documents généraux

L'article 3.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC

L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 46.3 et 46.3.1 du CCAG-TIC

L'article 6.3 du présent CCAP déroge aux articles 14, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG- TIC L'article 7.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 32.4 du CCAG- TIC

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG- TIC L'article 9 du présent CCAP déroge aux articles 47 et 51 du CCAG- TIC